

« Mai est le Mois de l'activité physique. Relevez le défi ! »

Lorrie Levesque, Santé publique Ottawa



Défi Activité physique tous les jours en mai. Soyez actif pendant 30 minutes tous les jours en mai. Inscrivez vos activités dans votre carnet du Défi Activité physique tous les jours en mai. À la fin de mai, envoyez votre carnet à Santé publique Ottawa. Vous pourrez gagner de beaux prix.

Vous pouvez vous procurer un carnet d'activités :

- Aux installations récréatives, centres de service à la clientèle et bibliothèques publiques de la Ville d'Ottawa
- En le téléchargeant du site : ottawa.ca/maiactif

Saviez-vous que...

- Les adultes ont besoin de 150 minutes d'activité physique par semaine
- Les enfants ont besoin de 60 minutes d'activité physique par jour

Relevez le Défi Activité physique tous les jours en mai. C'est une excellente façon de faire de l'activité physique en famille!

L'activité physique régulière peut :

- Aider à renforcer les os et les muscles
- Améliorer l'humeur
- Réduire les risques de maladies cardiovasculaires
- Réduire le risque de souffrir de diabète de type 2
- Réduire le risque de contracter certains cancers

Allez dehors et profitez des parcs et des sentiers d'Ottawa. Marchez, courez ou pédalez pour améliorer votre santé!

Avez-vous besoin d'aide pour commencer? Marchez avec un podomètre. Le podomètre est un instrument facile à utiliser, qui compte les pas que vous faites chaque jour et vous aide à être actif. Vous pouvez emprunter un podomètre à votre succursale de la Bibliothèque publique d'Ottawa gratuitement avec votre carte d'abonnement.

Pour obtenir des renseignements, communiquez avec Santé publique Ottawa au 613-580-6744 ou par courriel à l'adresse healthsante@ottawa.ca.

Recrutement pour l'émission RadArt

Balestra Productions entame, dès maintenant, sa période de recrutement auprès des jeunes artistes et/ou artisans de votre école, âgés de 12 à 18 ans, qui aimeraient participer à la 4^e saison de l'émission RadArt, diffusée sur TFO. RadArt fait le portrait d'artistes adolescents, provenant des quatre coins de l'Ontario, et met en valeur leur talent et leur savoir-faire en leur donnant un « Défi RadArt ». Cette année l'émission veut aussi faire sortir de l'ombre quelques jeunes fransaskois et des franco-albertains.

Au cours des trois dernières saisons, l'émission RadArt, est devenue la plateforme par excellence pour promouvoir les arts et le dépassement de soi auprès des jeunes. Nous avons besoin de vous qui êtes et/ou qui connaissez de près ou de loin des jeunes artistes, pour nous aider à les identifier et surtout à les encourager à

s'inscrire, que ce soit en danse, en musique, en bricolage, comme artiste-peintre, comme magicien, ou bien comme artisan qui travaille le bois, le fer, qui fabrique des bijoux, des lampes de Chine... et j'en passe.

À noter que 13 jeunes artistes sur 39 profils seront jumelés avec Michel Bénéac, membre du groupe Swing, et animateur de l'émission. Ce sera, pour eux, une belle occasion de vivre une expérience unique, enrichissante et inoubliable dans leur vie.

Vous pouvez vous inscrire sur le site Internet de TFO <http://radart.tfo.org/inscription.aspx> ou demander une fiche d'inscription à l'adresse courriel suivante : cgaulin@balestra.tv (Carole Gaulin 613-742-8499, postes 262). Nous vous invitons à consulter les profils des séries I, II et III, en cliquant sur « les protagonistes ».

Bravo aux nageurs de l'édition 2011 du Nage-O-Thon Richelieu



L'équipe des Dames de cœur était composée des nageuses suivantes : Claire Gélinas, Nathalie Falardeau, Johanne Cayouette et Claudine Pedneault.

Nous avons recueilli cette année au-delà de 22 000 \$ en commandites et en dons. Ceci est comparable au Nage-O-Thon Richelieu 2010 où nous avons recueilli 22 706 \$.

Il y a encore quelques dons qui n'ont pas été reçus et comptabilisés.

« Je voudrais, au nom du comité organisateur, vous remercier pour le travail magnifique que vous faites pour assurer le succès de notre Nage-O-Thon », a indiqué le Richelieu Jean-Yves Fortin.

« Nous remettons le trophée Défi Nage-O-Thon à l'école élémentaire et l'école secondaire qui ont recueilli le plus. Les récipiendaires, cette année, sont : l'École élémentaire catholique Saint-François-d'Assise et le Collège catholique Samuel-Genest », a rajouté le Richelieu Jean-Yves Fortin.

Les organisateurs tiennent à préciser que l'argent ainsi amassé permettra aux Richelieu de remplir leur promesse de recueillir 200 000 \$ pour le premier Centre de traitement résidentiel pour jeunes francophones aux prises avec des problèmes de toxicomanie. Géré par l'organisme Maison Fraternité, le Centre situé au 300, rue Olmstead à Vanier, va agrandir.

Choisissez la réussite!



www.carrefour.cepeo.on.ca

Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario



**Cours académiques
Ateliers gratuits
Cours d'informatique
Forfaits menant à l'emploi
French as a Second Language**

École des Adultes
Le Carrefour
Choisir de réussir

(613) 731-7212

PERSPECTIVES VANIER, MAI/MAY 2011

RE/MAX
ReMax Metro City Realty Ltd. Brokerage T: 613 563 1155
Ligne direct:
613.720.5006
www.marclafontaine.com

Marc LaFontaine
SALES REPRESENTATIVE / CONSEILLER IMMOBILIER

17 mai 2011 | Le Droit | La Presse Canadienne

Les travailleuses des CPE déposent leurs demandes

QUÉBEC — Des négociations s'amorçaient hier entre le gouvernement du Québec et des syndiquées oeuvrant dans des Centres de la petite enfance (CPE).

Les représentants de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et de la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec (FIPEQ-CSQ) ont déposé à Québec leurs demandes nationales. Ces demandes portent sur les salaires, les retraites, les assurances collectives, les droits parentaux, les enfants ayant des besoins particuliers, ainsi que sur la formation et le perfectionnement.

En ce qui concerne les salaires, la partie syndicale demande des augmentations annuelles de 3,75 % pour la période allant du 1er avril 2010 au 31 mars 2013. Pour les deux années suivantes, les hausses équivaldraient aux augmentations consenties au secteur public.

Parmi les autres demandes, il y a celles qui concernent les services offerts aux enfants ayant des besoins particuliers.

La CSQ confiante

La vice-présidente de la CSQ, Louise Chabot, croit que les négociations se présentent dans un contexte favorable aux revendications légitimes de ses membres.

Elle estime entre autres qu'il est temps que le personnel spécialement formé pour superviser l'éducation des enfants soit rémunéré en conséquence.

Pour sa part, la présidente de la FIPEQ-CSQ, Sylvie Tonnelier, fait valoir que la plupart des CPE bénéficient d'une situation financière avantageuse qui doit se refléter dans une certaine mesure dans les conditions de travail.

Ces demandes sont présentées dans le cadre d'une rencontre avec des représentants de la Mutuelle provinciale de négociation collective des CPE et ceux du ministère de la Famille et des Aînés. La Mutuelle est une association d'employeurs qui représente 23 CPE.

Parmi les nombreuses employées concernées par ces négociations figurent des éducatrices, des éducatrices spécialisées, des aides-éducatrices ainsi que des responsables en alimentation, de même que du personnel de soutien et administratif.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 mai 2011 | *Le Droit* | FRANÇOIS PIERRE DUFAULT fpdefault@ledroit.com

Fleury accepte de se joindre au « caucus francophone »

Après avoir hésité pendant quelques mois à prendre part aux réunions du « caucus francophone » à l'hôtel de ville d'Ottawa, le conseiller Mathieu Fleury se joindra finalement au groupe. Mais seulement, dit-il, pour mieux faire changer les choses de l'intérieur.



ÉTIENNE RANGER, Archives LeDroit

se joindra finalement au « caucus francophone » des élus d'Ottawa.

Même s'il se dit « toujours préoccupé par le peu de transparence » de ces rencontres d'élus francophones ou francophiles derrière des portes closes, le représentant du quartier RideauVanier croit que c'est son devoir d'y participer « dans le but de faire avancer les choses ».

M. Fleury s'est toujours dit en faveur d'une entité « avec plus de dents » pour défendre les intérêts des francophones sur la scène municipale à Ottawa. Il rêve d'un comité municipal à part entière ou, mieux encore, d'une commission composée d'élus et de membres de la communauté. Selon lui, les structures actuelles ne « rendent pas service à la communauté ».

« Nous avons un 'caucus' informel composé d'élus qui discutent derrière des portes closes, sur une base volontaire, et un comité consultatif sur les services en français sans aucun pouvoir décisionnel. Il nous faut réunir ces deux entités, les rendre entièrement transparentes et leur donner le pouvoir de faire des recommandations au conseil », pense M. Fleury.

Même au sein du « caucus », l'élus de Rideau-Vanier entend continuer à défendre son concept de comité ou de commission. « À mon avis, il n'y a pas d'autre mécanisme qui puisse mieux faire valoir les intérêts des francophones », réaffirme-t-il au Droit.

Bob Monette satisfait

Le conseiller Bob Monette accueille favorablement la décision de Mathieu Fleury, rappelant que la porte du « caucus » lui a toujours été ouverte. L'élus d'Orléans est, lui aussi, prêt à discuter d'une nouvelle structure « qui verrait à l'avancement de tous les dossiers de la francophonie ».

Visiblement, les deux élus francophones ont chacun fait leur bout de chemin pour s'entendre. Ils ont eu maille à partir, après les élections du 25 octobre 2010, lorsque M. Monette a voulu ressusciter le « caucus » qu'il croyait en danger après le départ d'élus francophones de longue date comme Georges Bédard, Michel Bellemare et Jacques Legendre. Jusqu'à tout récemment, M. Fleury se disait peu intéressé à joindre les rangs d'un « caucus » dont l'action se déroule à huis clos.

Entre-temps, M. Monette a recruté les conseillers Stephen Blais, Rainer Bloess, David Chernushenko, Tim Tierney et le maire Jim Watson. La première rencontre du nouveau « caucus » est attendue d'ici deux à trois semaines.



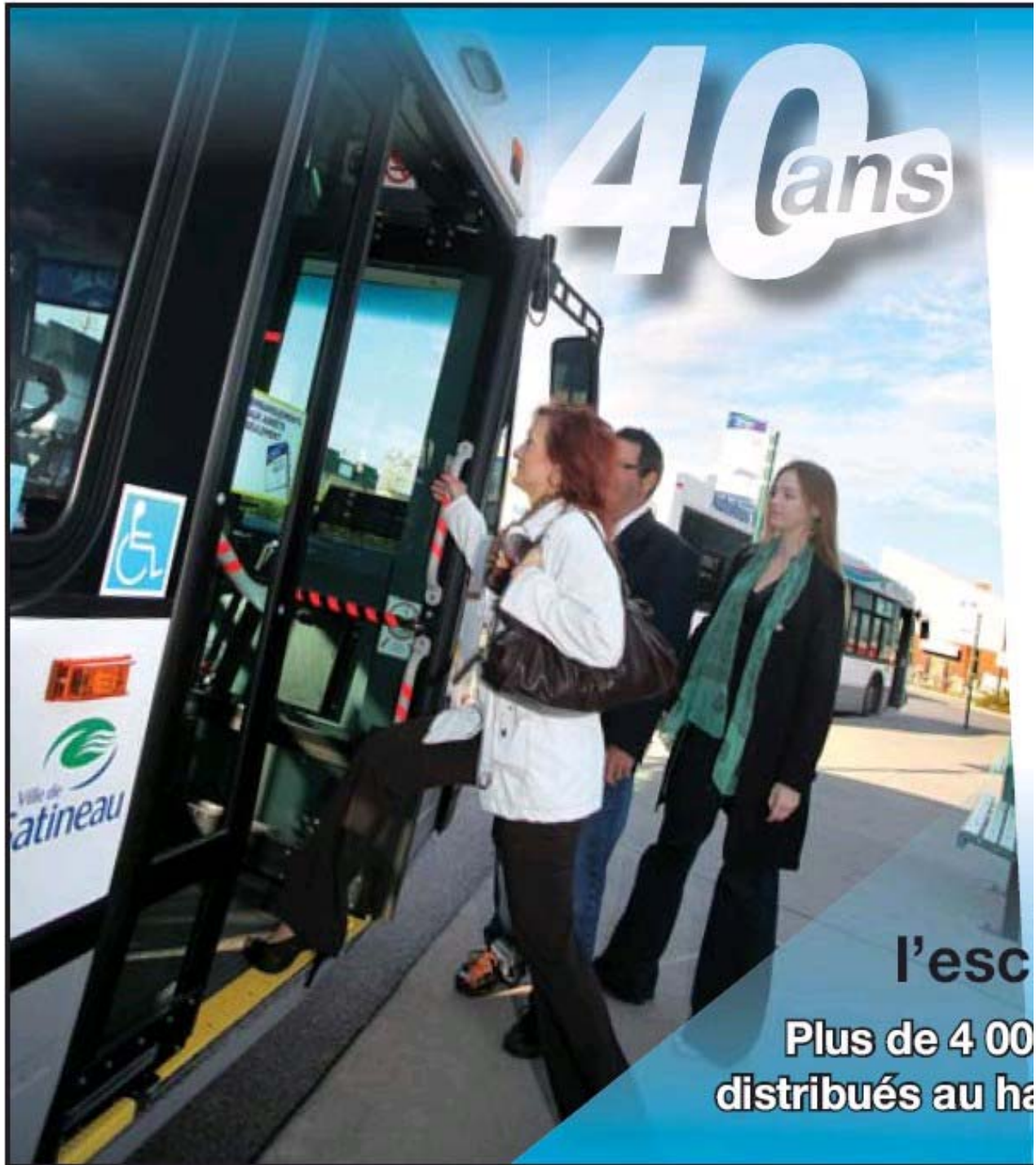
De son côté, M. Watson dit vouloir s'entourer sous peu d'un groupe de travail sur les enjeux de la francophonie, pour le guider dans ses décisions qui touchent le fait français. Il planche également sur une réforme de tous les comités consultatifs, y compris celui sur les services en français, dans le cadre d'un examen de la gouvernance municipale entrepris au lendemain de son élection à la mairie, l'automne dernier.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 mai 2011 | *Le Droit*

VAL-DES-MONTS DISTRIBUE 500 BACS DE COMPOSTAGE

L'engouement des citoyens pour les bacs de compostage s'est fait sentir en fin de semaine à Valdes-Monts. La municipalité a distribué plus de 500 bacs, alors qu'elle n'en avait prévu que 15 au départ. Selon le maire Jean Lafrenière, la municipalité devrait en tirer bénéfice. « Une famille moyenne peut diminuer sa production de déchets d'environ un sac par semaine, ce qui va aussi entraîner des économies pour la municipalité », a expliqué M. Lafrenière. Les bacs montvalois ne sont pas conçus pour qu'on y mette des résidus de viande, puisque le compostage se fait dans la cour des maisons. Les bacs de compostage coûtent 60 \$; la municipalité en défraie 20 \$.



LeDroit

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 mai 2011 | Le Droit

Rupture de compost

De nombreux Gatinois font la queue pour obtenir du compost, plusieurs retournent bredouille, les esprits s'échauffent dans la file et il faut même faire appel aux policiers. Des centaines de citoyens de Valdes-Monts font la file sous une pluie battante pour se procurer 300 bacs de compostage. Le compost a la cote et les Gatinois ont embarqué tout de go dans le programme des bio-bacs au point où ils en ont récupéré 11 400 tonnes au cours de la première année. On vise un objectif de 15 500 tonnes en 2011. Ces nouvelles sont excellentes.

Surtout, il est encourageant de constater à quel point les citoyens sont sensibilisés à l'importance de tous ces grands et petits gestes qui font une différence pour notre environnement. Ça prend de l'organisation, des investissements, de l'information et des champions, comme le conseiller Alain Riel, président de la Commission consultative sur consultatif sur l'environnement et le développement durable.

La gestion des matières résiduelles n'est plus une simple affaire de vidanges. Petit à petit, on réduit, on récupère, on recycle, on réutilise... et on change. Il reste beaucoup de travail à faire pour que nous devenions entièrement responsables de nos déchets ultimes plutôt que de les envoyer à 200 km comme c'est présentement le cas à Gatineau. Cependant, une file d'automobilistes impatients de se procurer 75 000 litres de compost, c'est une petite victoire qu'il faut célébrer.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

17 mai 2011 | Le Droit | PIERRE DUFAULT

La Ville d'Ottawa songe au télétravail

fpdufault@fpdufault@ledroit.ledroit.com com

FRANÇOIS PIERRE DUFAULT



ARCHIVES, LeDroit

La Ville d'Ottawa songe au télétravail et serait prête à investir 20 millions \$ d'ici quatre ans pour « brancher » environ 10 % de ses employés à distance. L'administration municipale pense ainsi accroître sa productivité, tout en faisant sa part pour réduire la congestion routière.

L'investissement de 20 millions \$ couvrirait l'achat d'appareils comme des téléphones intelligents et des tablettes, de même que l'acquisition de nouveaux logiciels et serveurs.

Congestion et productivité

« Certains emplois se prêtent très bien au télétravail. Et quand nous parlons de télétravail, il En investissant dans le télétravail, la Ville d'Ottawa espère entre autres faire sa part pour réduire la congestion routière. n'est pas seulement question d'employés qui travaillent de la maison. Nous pouvons aussi éviter bien des déplacements inutiles à des employés qui doivent se rendre d'un bout à l'autre de la ville pour des réunions. En bout de ligne, ce sont moins de véhicules sur la route », affirme le conseiller Tim Tierney, qui préside le sous-comité municipal des technologies de l'information.

Au cours de la dernière année, un petit groupe d'employés du service du règlement municipal aurait augmenté sa productivité de 17 % dans le cadre d'un projet pilote de télétravail, selon Sandra Garnett, la gestionnaire de projet pour la main-d'oeuvre mobile d'Ottawa. « Et c'est sans compter une réduction du taux d'absentéisme et une plus grande participation de la part des employés », note-t-elle.

Mme Garnett précise que la technologie qu'emploierait la Ville lui permettrait de garder le contact avec ses employés à distance, pour s'assurer qu'ils ne font pas l'école buissonnière. Le projet sera débattu lors de la prochaine rencontre du comité municipal des finances et du développement économique.

D'ici 2014, la Ville pense permettre à quelque 2000 employés de travailler à distance.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

NEWS CANADA

Immigration costs Canada billions: Fraser Institute 1

CHRIS DOUCETTE QMI Agency

FIRST POSTED: TUESDAY, MAY 17, 2011 6:00:13 EDT AM

0Share

TORONTO - Newcomers to the country generally make less money and chip in less in taxes than the national average.

And allowing 250,000 immigrants into the country annually is costing us all billions of dollars each and every year, according to a study by the Fraser Institute.

The study, dubbed Immigration and the Canadian Welfare State, sharply criticizes Canada's current immigration system, using earnings and other figures from the 2005-06 fiscal year reported by 844,476 people in the 2006 Census.

It claims the group as a whole earned on average about \$10,000 more and paid about \$2,500 more in income taxes annually than those within the sampling who had settled in Canada in the previous 18 years.

The study also found immigrants typically pay a little over \$6,000 less in property and sales taxes than the national average.

That means the approximately 3.9 million immigrants who settled in Canada between 1987 and 2004 are shortchanging federal government coffers by between \$16.3 billion and \$23.6 billion annually, depending on how many of those newcomers have moved back home, emigrated elsewhere or died, the study said.

By comparison, the study points out that the loss would more than cover the \$13 billion spent by the feds each year on the environment.

The study also dispelled some commonly held beliefs about newcomers.

The idea that the children of immigrants will repay tomorrow the money lost today on their parents can only come to pass if they earn above average salaries, the study said.

"This outcome is unlikely given that the offspring of immigrants in the past eventually take on all of the characteristics of the average Canadian," the study says.

The study also takes on the notion that immigrants are helping the country by taking menial jobs that most Canadians don't want.

"Immigrants do fill jobs that Canadians don't want and thus benefit the economy but, in the absence of immigration, these jobs would pay higher wages and would be filled by Canadians or eliminated by the application of labour-saving technology," the study states.

"Under these conditions, poverty in Canada would be reduced substantially."

As for changes, the study suggests annual immigration numbers should be increased or decreased, depending largely on "market forces."

The study also recommends Canada be more selective, allowing only newcomers who have employment lined up, offering them citizenship only if they hang onto their job for a set number of years and deporting those who lose their jobs.

chris.doucette@sunmedia.ca

NEWS OTTAWA & REGION

Board budget calls for 45 new jobs 0

By [Jamie Long](#), *Ottawa Sun*

FIRST POSTED: MONDAY, MAY 16, 2011 9:45:21 EDT PM

0Share

Related Stories

- [MacDonald: Fraser report card should be assigned reading for parents](#)
- [Public board eyes lower salaries for new teachers](#)
- [School board must ante up for funding shortfall](#)
- [Public board set to release daycare report](#)

Topics

- [Schools and Education](#)

There will be funding for only 45 new instructional positions next school year, not 90 as had first been announced when the 2011-12 Ottawa-Carleton District School board draft budget was released May 9.

The other 45 jobs will be reinstated thanks to \$2.8 million spent to reverse previously approved budget cuts.

The revelation was made at budget committee Monday night in front of only one parent.

This is the first time in decades parents and others have been absent in the first chance for public questions, according to arts advisory committee head Judy Kirsh.

There were no public questions.

"It's because there were no cuts," said Kirsh, after years of slice-and-dice school board budgets.

The former head of arts at Canterbury High School, Kirsh was the only one to present a delegation to the board for better funding. Kirsh said she's pleased to see \$300,000 planned for instrumental music in 50 elementary schools with Grades 7 and 8, but said equity with other programs is still lacking.

Trustees and staff also discussed using \$6.9 million of its \$12-million accumulated surplus to balance the books.

The first debate on the \$780-million budget will happen at committee May 26 following a second public question period.

The final budget is set to be released June 9.